

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté N° IC-24-149

prescrivant des mesures d'urgence

à la société ALTERNAE à GENICOURT

**Le Préfet du Val d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20 et L. 172-5 et R. 512-69 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 janvier 1988 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 4 janvier 2005, du 21 avril 2009 et du 29 mars 2017, réglementant les installations classées du site de la société ALTERNAE – Lieudit « Saint-Mellon » sur le territoire de la commune de GENICOURT ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 23-054 du 20 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de Pontoise ;

Vu le rapport de la directrice de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France du 13 novembre 2024 ;

Considérant l'incendie qui s'est déclaré le 13 novembre 2024 sur le site de la société ALTERNAE à GENICOURT ;

Considérant que l'inspection des installations classées s'est déplacée sur le site exploité par la société ALTERNAE à GENICOURT le mercredi 13 novembre 2024 dans le cadre d'une inspection réactive ;

Considérant les constats réalisés lors de cette inspection réactive, il convient de suspendre temporairement l'exploitation de la tour et des équipements annexes des séchoirs LAW du site ;

Considérant qu'il convient de prescrire des mesures d'urgence relatives des déchets issus de l'incendie ;

Considérant qu'il convient de prescrire une mise à jour de l'étude de dangers et du plan d'opération interne du site pour tenir compte du retour d'expérience de cet incendie ;

Considérant qu'il convient de préserver les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et par conséquent de prescrire en urgence les dispositions nécessaires permettant de garantir la sécurité des biens et des personnes, en application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Respect des prescriptions

La société ALTERNAE est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement situé sur la commune de GENICOURT – Lieudit « Saint-Mellon ».

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs sauf si les prescriptions du présent arrêté sont plus contraignantes.

Article 2 : Suspension de l'activité de séchage de grains

L'exploitation de l'installation de séchage située dans la tour LAW et ses annexes est suspendue provisoirement.

Durant cette suspension d'activité, les installations sont mises en sécurité et régulièrement surveillées.

Article 3 : Vidange des trémies d'alimentation des séchoirs

L'exploitant procède sans délai à la vidange de la trémie du séchoir concerné par l'incendie dans des conditions permettant de prévenir toute reprise de l'incendie.

Dès cette vidange terminée, l'exploitant réalise la mise en sécurité du second séchoir par la vidange de la seconde trémie d'alimentation.

Article 4 : Évacuation des déchets et mise en sécurité

Les déchets issus de l'incendie sont stockés dans des conditions permettant d'éviter les envols et les infiltrations dans le sol.

L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets et en rend compte à l'inspection de l'environnement.

Article 5 : Remise du rapport d'accident

L'exploitant transmet dans un délai n'excédant pas **quinze jours à compter de la date de notification du présent arrêté** le rapport d'accident mentionné à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'incendie, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Article 6 : Surveillance du site

L'exploitant met en place une surveillance permanente, par du personnel, pendant toute la durée de gestion de l'accident, des levées de doute et de la mise en sécurité des installations.

Article 7 : Mise à jour de l'étude de dangers

L'exploitant met à jour son étude de dangers **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté** pour tenir compte du retour d'expérience de cet incendie.

Article 8 : Mise à jour du Plan d'opération interne (POI)

L'exploitant met à jour son plan d'opération interne **dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté** pour tenir compte du retour d'expérience de cet incendie.

Article 9 : Reprise de l'activité

L'activité de séchage ne reprend qu'après accord explicite du préfet du Val-d'Oise au regard du respect des dispositions du présent arrêté, des arrêtés d'exploitation applicables et le cas échéant des mesures de renforcement préconisées en conclusion du rapport prévu au titre de l'article 5 du présent arrêté, afin d'apporter les garanties nécessaires à la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 10 : Sanctions

Faute de se conformer aux dispositions du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales, l'intéressé est passible des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 11 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société ALTERNAE.

Article 12 :

Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE (2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 13 :

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

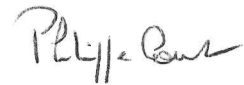
Article 14 :

La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – Unité départementale du Val d'Oise et le maire de GENICOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy , le

13 NOV. 2024

Le préfet,



Philippe COURT